



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Rencontres-Europeennes-et>

Rencontres Européennes et Mondialistes

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 891 - juillet 1990 -

Date de mise en ligne : lundi 16 mars 2009

Date de parution : juillet 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Parmi les innombrables réunions qui ont lieu aux quatre coins du monde, nous en avons retenu trois auxquelles nous avons assisté personnellement et où¹ des questions qui intéressent, croyons-nous, les lecteurs de la Grande Revue ont été traitées. L'une était placée dans la perspective de l'Europe qui se fait, les deux autres avaient trait au monde en devenir.

Environnement et construction européenne

Un colloque s'est tenu sous ce titre, le 9 mai 1990, à la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris-La Villette. Il a rassemblé plus de vingt intervenants choisis parmi des chercheurs, des scientifiques, des décideurs et des politiques qui se sont exprimés devant environ trois cents invités rassemblés par Eurocité, centre de ressources et d'information sur l'Europe fondé par les responsables de la Cité. Le sujet fut divisé en trois parties animées chacune par un journaliste, avec un invité d'honneur et quatre ou cinq spécialistes disposant de quelques minutes pour exposer un problème précis. Après chaque partie les auditeurs furent invités à poser, par écrit, des questions aux orateurs de leur choix. Une Tribune a réuni en fin d'après-midi la plupart des participants. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs a prononcé une allocation de clôture.

La première partie fut animée par Jacques Paugam, journaliste à FR3, avec comme président de séance Francesco di Castri, président du programme Scope-Comité scientifique mondial sur les problèmes de l'environnement. Intitulée "Recherche et écologie", elle eut comme but de faire le point sur les progrès scientifiques résultant des grands projets européens et de donner une vision globale des équilibres planétaires. A ce propos, le président a bien expliqué d'entrée que si l'Europe pollue, plus de la moitié des grandes difficultés rencontrées présentent un caractère extra-européen donc planétaire, puis il n'en fut plus parlé, sauf pour constater qu'il n'existe aucune instance au plan mondial pour s'occuper de régler ces urgences. D'autres seront plus conséquents comme on le verra plus loin.

Toutes les grandes pollutions qui nous menacent furent répertoriées et l'on fit état des travaux, en particulier des mesures scientifiques exécutées sous les auspices du projet européen Eureka, de la Commission des Communautés Européennes et du Centre National d'Etudes Spatiales. Francesco di Castri déplorait l'insuffisance des rapports entre scientifiques et politiques évaluant à 3 ou 5 % les propositions des premiers qui sont suivies d'effet.

On s'éleva jusqu'aux grandes interrogations philosophiques, pour s'accorder sur la disparition des clivages entre physique et métaphysique et l'on retomba ici et maintenant pour constater la difficulté de contraindre les états de la CEE, par exemple à interdire la fabrication de produits non biodégradables.

L'animateur de la seconde partie fut François Roche, rédacteur en chef de "A pour affaires économiques", avec, comme invité d'honneur Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen et actuelle présidente du Comité Français pour l'environnement. On y parla d'une politique européenne dans ce domaine ; pour conclure que, sur la centaine d'actes réglementaires édictés depuis 1972-73, bien peu étaient réellement appliqués. On y dressa le palmarès des bons élèves : RFA, Pays-Bas et Danemark, des moyens dont la France, et des médiocres. En réalité, le droit communautaire est ignoré de la plupart des nations. Pour être applicables les directives européennes doivent être ratifiées par les parlements nationaux. Dans la situation présente, les sanctions ne sont nullement dissuasives. Il faudrait une Haute Autorité communautaire et un inspectorat

qui fonctionne, ce qui n'est pas le cas. Se référant aux traditions différentes des états, notamment en matière de démographie, Simone Veil se demanda si une synthèse entre développement et environnement est possible ; pour se consoler en plaidant que, sans la CEE, la situation serait pire...

Le débat d'après-midi était consacré à "Environnement : nouvel exercice de la démocratie" et placé sous la présidence de notre ami Jacques Robin, médecin, directeur de "Transversales Science-Culture" (1). Les invités d'honneur étaient Michel Barnier député RPR, rapporteur spécial du budget de l'environnement et Huguette Bouchardeau députée, ancien ministre, présidente

pour la France de l'Entente européenne pour l'environnement. L'animateur fut André Dumas, journaliste à Europe 1. Robert Picht, vice-président de la fondation européenne de la culture à Amsterdam, reconnut la nécessité de revoir nos modes de pensée. Hans Scheuer, de la Commission des Communautés Européennes à Bruxelles, insista sur l'information et l'éducation du citoyen européen. David Cabot, conseiller spécial auprès du premier ministre irlandais, promit que la présidence irlandaise de la CEE se terminerait avec une déclaration majeure sur ces problèmes. Jacques Robin ne manqua pas de s'interroger sur notre modèle de croissance dont il craint le pire, surtout après 1992. Il fit bien la distinction entre l'écologie, science fondamentale, et l'environnement, techno-science soumise aux aléas de la finance et de la politique. Enfin, il évoqua l'exigence d'une écologie planétaire et d'un changement économique, pour aller vers une économie plus distributive.

Michel Barnier et Huguette Bouchardeau parlèrent des difficultés de leur travail quotidien au Parlement. Le premier venait de déclarer à la télévision, fin avril, que le combat contre la pollution coûterait cher et que le pays ne pourrait pas le mener sans un prélèvement important sur les dépenses militaires.

Nous lui avons donc demandé s'il maintenait cette position, ce qu'en pensaient ses amis politiques et ce qu'il pourrait faire concrètement. A notre surprise, la question ne fut écartée ni par les organisateurs, ni par l'intéressé. L'assistance fut sensible au courage de Michel Barnier qui avoua s'être fait "engueuler" par ses collègues de parti, mais se dit décidé à poursuivre dans cette voie et prêt à proposer un transfert de 5 % des crédits d'armement vers le budget de l'environnement. Bravo, mais c'est une proposition malheureusement irréaliste souvent avancée, jamais suivie d'effet.

Assises du mondialisme

Elles eurent lieu à la mairie de Tours, comme nous l'avions annoncé, du 24 au 28 avril 1990. Au rythme de cinq le matin et de cinq l'après-midi, une quarantaine de conférenciers se sont succédés à la tribune. A partir de 18 heures environ, un débat public clôturait la journée. Le mardi 24 avril fut consacré à une conférence de presse boudée par les journalistes, même locaux, puisque seul Pierre Imbert de la "Nouvelle République du Centre-Ouest" assista à la réunion. Aucun autre journal que celui-ci et le "Courrier Français de Touraine" n'a assuré, à notre connaissance une couverture convenable des réunions. Claude Tellier, responsable du centre tourangeau des Citoyens du Monde, remarquable organisateur, remercia la municipalité menée par Jean Royer de lui avoir donné l'hospitalité de la Grande Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville. Il prononça une brillante allocution d'ouverture, mettant chacun des habitants de cette planète devant ses responsabilités face aux menaces de tous ordres qui l'assaillent.

Parmi les interventions du premier jour, citons celle du docteur Jacques Mongnet de l'Association des Médecins Français pour la prévention de la guerre nucléaire, qui dénonça la mainmise des militaires français sur l'économie de la Polynésie. Yves Angelloz annonça que les prochains "Jeux mondiaux de la Paix" qui doivent "vider les tribunes et emplir les stades" auront lieu au Maroc, du 17 au 22 juillet 1990. Pierre Cochery du MURS (2) a traité de la responsabilité des scientifiques, particulièrement en ce qui concerne l'arme nucléaire. Il s'est montré optimiste sur l'avenir des relations entre les grandes puissances. Cette journée a été marquée aussi par l'absence d'Edgar Morin qui devait traiter de la "paix par la conscience planétaire" et surtout la défection de Bernard Benson pour de regrettables raisons financières. Roland Nivet du Mouvement de la Paix a dénoncé le maintien des dépenses d'armement françaises. J.M. Lavieille de l'Université de Limoges s'est attaqué au complexe scientificomilitaro-industriel et a rappelé les sondages d'opinion favorables, en France, à une réduction des crédits militaires. Bernard Maire a évoqué la mémoire de son frère Gabriel, prétre et fondateur du Mouvement Populaire des Citoyens du Monde, assassiné le 23 décembre 1989 à Vitoria (Brisil) où il travaillait, dans sa paroisse, en faveur des shérifs.

Il a demandé justice. Le jeudi 26 était consacré au développement mondial. Jean-Marie Fardeau, d'Agir ici, a parlé du

sommet des sept pays les plus pauvres et annoncé la fondation d'un observatoire international permanent du développement et de la démocratie. Franco Bettoli a rappelé l'existence d'Emmaüs International qui a participé au financement des Assises.

Dorin Hehn, esperantiste roumain, s'est félicité de l'accession de son pays à la démocratie et a fait part de sa crainte d'une renaissance des nationalismes. Daniel Durand du Fonds Mondial de Solidarité contre la Faim, création des Citoyens du Monde et du Congrès des Peuples a précisé qu'il s'agissait d'une institution transnationale et mutualiste d'aide ponctuelle aux affaires du Tiers-Monde. Maribel Wolf de Terre des Hommes a parlé de la démocratie en relation avec le sous-développement.

Elle a très bien stigmatisé les informations partielles ou fausses propagées dans les grands médias par des journalistes carriéristes, donnant l'exemple du Panama où les bombardements par les troupes des Etats-Unis avaient fait, proportionnellement à la population, beaucoup plus de morts qu'en Roumanie, dans l'indifférence presque générale des grands organes internationaux. Jeanne Bisilliat a examiné la subordination des femmes en rapport avec le sous-développement.

Alexandre Marc a soutenu sa thèse fédéraliste internationale troisième voie nécessaire, d'après lui, entre le capitalisme et le communisme. Il a rappelé que Jacques Duboin avait, le premier, dénoncé le régime économique qui entraîne la misère dans l'abondance, mais a cru nécessaire de répéter ses préjugés contre le distributisme (3). Thèses contre lesquelles nous nous sommes évidemment élevés. Enfin Charles Lorient, président du Mouvement vers une Autogestion Distributive a excellemment exposé aux mondialistes pourquoi l'économie distributive était une alternative crédible et incontournable. Au cours du débat et lors d'une réunion des associations, le 29 avril, Charles Lorient a fait état de son projet de banque de données interassociative et interdisciplinaire avec un certain succès auprès des responsables présents qui ont adopté une motion finale de soutien.

Les interventions du 27 avril étaient placées sous le titre général : "Sauvegarder la biosphère". Alfreda Maruska, médecin lituanien, membre des "verts", s'exprimant en esperanto a dit son opposition à l'industrie nucléaire soviétique et aux bases américaines. Pour "Nature et progrès", Marc Trouilloud a dit son opposition à l'agriculture chimique et Isabelle Totikaev d'Ecopora-France a déploré la déforestation de l'Amazonie. La communauté Baha'ie était représentée par Wytze Bos du Canada qui s'est rallié au fédéralisme au nom de l'existence de Dieu.

Un espérantiste de RFA, le docteur Günther, a rappelé toutes les menaces qui pèsent sur notre terre et a lancé un appel pour un meilleur contrôle global de l'environnement. La présidente en exercice du Congrès des Peuples, Muriel Saragoussi, chercheur à Manaus, a proposé un pacte amazonien de sauvegarde.

Enfin Michel Beaud du groupe pour l'appel de Vézelay a défini les réflexions du groupe sur les risques technologiques majeurs, il a précisé les solutions à éviter et les voies qui paraissent prometteuses. Michel Beaud tient aussi dans "Le Monde" une rubrique intitulée "A travers les revues". Malgré un échange de correspondances, il n'a pas cru devoir faire la moindre allusion à notre publication. Nous lui en avons demandé la raison et plus généralement pourquoi les professionnels de l'information font le silence sur le distributisme et le mondialisme. Il nous a répondu qu'il n'était pas journaliste mais universitaire, qu'il écrirait sur l'économie distributive si, un jour, le thème général de sa chronique s'y prête. Il a ajouté qu'à son avis, les journalistes attendent tous qu'un de leurs collègues aborde les thèmes qui nous intéressent pour en parler eux-mêmes !.. Cette réponse n'a pas modifié la première opinion que nous avons déjà sur le sens de la responsabilité des médias dont le tiers, capital en régime démocratique, devrait être, en principe, d'informer l'opinion aussi complètement que possible.

Le 28 avril, dernier jour des réunions publiques, nous avons entendu Marie Serpereau du Groupe Français d'Éducation nouvelle parler de "Citoyenneté et savoir" et Alain Raphestan, maire de Fussy (Cher), témoigner de son expérience de premier magistrat de l'une des 950 communes mondialistes. Badi Lenz a soutenu sa thèse d'une seconde chambre populaire auprès de l'A.G. des Nations Unies. Alain Faure, président d'Amnesty France, a expliqué la position de son association face à la raison d'Etat.

L'après-midi, Guy Héraud, ancien candidat à la présidence de la République, a donné un aperçu théorique du fédéralisme, depuis le maître Proudhon jusqu'à Denis de Rougemont et des fédérations locales jusqu'à la fédération mondiale. Les voies et moyens du mondialisme furent énumérés par Georges Bernard, directeur honoraire de recherches au CNRS et membre du Mouvement Universel pour une Fédération Mondiale. Et la séance fut clôturée par Roger Wellhof, directeur du Registre International qui a rappelé les raisons pour lesquelles l'enregistrement des Citoyens du Monde reste nécessaire face aux dangers qui menacent actuellement la vie sur Terre. Mais celui qui retint évidemment l'attention des 450 personnes présentes fut évidemment l'Abbé Pierre Grouss, fondateur des Compagnons d'Emmaüs. Il suscita l'émotion parmi les plus anciens mondialistes, en rappelant la part prépondérante qu'il prit au premier congrès de ce qui était alors le Mouvement Universel pour une Confédération Mondiale à Montreux, en 1947. Il évoqua ses rencontres avec Lord Boyd Orr, premier président de la FAO et avec Stringfellow Barr, auteur de "Let's join the human race" (Chicago 1950) ainsi qu'avec Albert Einstein. Il termina en stigmatisant les positions racistes, face aux réalités de la démographie mondiale, et en lançant un appel à la jeunesse pour qu'elle l'aide à lutter contre la faim et la souffrance.

(À suivre)

(1) Voir nos blocs-notes

(2) Mouvement Universel pour la responsabilité scientifique. Président Jean Dausset Prix Nobel de médecine.

(3) Voir notamment "L'Économie à l'Institut d'Études mondialistes" GR n° 871 et Courrier des lecteurs, GR n° 874.